LES AFFAIRES INDIENNES

LE PROJET HYDRO-ÉLECTRIQUE DE LA BAIE JAMES—L'AIDE AUX INDIENS OPPOSÉS AU PROJET

[*Français*]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Récemment, un groupe d'Indiens du nord du Québec sollicitaient l'appui du gouvernement fédéral en vue de faire cesser les travaux relatifs au projet de la baie James. Le très honorable premier ministre est-il en mesure de nous dire si le gouvernement a l'intention de répondre par l'affirmative à cette demande? Sinon, peut-il confirmer de nouveau que son gouvernement est toujours disposé à collaborer, dans les limites permises, à ce projet, tout en assurant des garanties suffisantes aux groupes intéressés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a traité de ce sujet à plusieurs reprises à la Chambre. Le député n'était peut-être pas ici hier, alors que le ministre a répondu à certaines questions.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA MENACE AMÉRICAINE D'IMPOSITION DE DROITS SUR LES PNEUS MICHELIN ET LE PROGRAMME DU MEER

[*Traduction*]

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il a eu des entretiens avec le ministre de l'Expansion économique régionale quant aux répercussions sur le programme MEER de la menace américaine d'imposer des droits de compensation à la société Michelin. Formulera-t-il des instances auprès du gouvernement américain quant à la signification précise de ce geste, face à notre programme de développement régional et compte tenu des programmes semblables d'autres pays qui exportent vers le Canada.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): L'administration américaine ne s'acharne pas, que je sache, au développement régional du Canada. Je le répète, je n'ai pas discuté de cette affaire directement avec le ministre de l'Expansion économique régionale. D'autre part, des consultations interministérielles ont lieu sans cesse au sujet de cet aspect du développement régional, surtout dans le cas de la Michelin.

CANADA-ÉTATS-UNIS—LES PROPOSITIONS AMÉRICAINES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme les négociations commerciales entre les États-Unis et le Canada semblent être au point mort, le ministre dirait-il si le gouvernement des États-Unis a fait de nouvelles propositions au gouvernement canadien ou si ce dernier a pris des initiatives du même ordre, ou devrons-nous nous contenter de réagir après coup aux décisions du gouvernement américain à ce sujet?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question du député est purement dialectique, donc irrégulière.

M. Danforth: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de reformuler ma question.

M. l'Orateur: Il aurait mieux valu la formuler correctement la première fois, car le temps nous presse.

M. Danforth: Ayant déclaré à la Chambre que la question des échanges commerciaux était cause de désaccord et de frictions entre les États-Unis et le Canada, le ministre dirait-il si ce pays a fait de nouvelles propositions ou pris quelque nouvelle initiative pour résoudre ce difficile problème?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a dit hier que les négociations officielles n'avaient pas repris entre le Canada et les États-Unis sur les questions commerciales. Nous sommes à l'affût du moment et des circonstances les plus propices à la reprise de ces pourparlers.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. La rumeur selon laquelle il aurait une importante annonce à faire est-elle conforme aux faits?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député sait qu'une question ne peut pas être ainsi formulée. Il voudra peut-être en donner avis afin que nous puissions l'étudier au moment de l'ajournement la semaine prochaine.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: J'invoque le Règlement . . .

M. l'Orateur: Le député de Peace River invoque le Règlement.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, au sujet de la question de mon honorable ami, je veux simplement dire que la Chambre serait prête à consentir à l'unanimité à revenir aux motions si le premier ministre a quelque chose à annoncer.

Le très hon. M. Trudeau: A ce même sujet, si le parti conservateur pouvait placer un plus grand nombre de députés aux premiers rangs ici, je prendrais peut-être la suggestion en considération.

Une voix: C'est la qualité et non la quantité qui compte.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Apparemment, il n'y a pas consentement unanime.